

mission n'était en somme qu'une formalité. De mon côté, j'ai soutenu que nous rendre sans condition à la demande de l'Afrique du Sud, c'était faire croire que nous approuvions, ou du moins que nous pardonnions, des mesures raciales qui répugnent à l'ensemble des Canadiens et que ceux-ci ont en horreur et condamnent. Parlant au nom du Canada — et je n'ai pas besoin de souligner que cette attitude n'était point nouvelle — j'ai déclaré que nous étions contre la ségrégation raciale et j'ai bien précisé que je ne pouvais approuver une formule, ou une solution, qui n'établirait pas hors de tout doute que la non-discrimination en matière de race et de couleur était un principe essentiel de l'association du Commonwealth.

Il ne s'agissait pas d'une position commandée par les circonstances et inexistante auparavant. Ma conviction à cet égard n'a pas varié au cours des ans. Tous, sauf le premier ministre de l'Afrique du Sud, ont admis qu'il était impossible de consentir à ce que l'Afrique du Sud reste membre, sans que celle-ci s'exprime catégoriquement au sujet de la ségrégation raciale.

Je n'entrerai pas dans les détails. Nous avons passé beaucoup de temps là-dessus. L'attitude générale que nous avons adoptée a été de critiquer et de déplorer énergiquement la politique raciale du gouvernement de l'Union et d'exprimer l'anxiété qu'elle éveillait, à notre avis, dans le cœur et l'esprit de millions d'hommes de par le monde. Nous avons fait connaître notre profonde inquiétude au sujet des conséquences qu'elle pouvait avoir pour les rapports entre les pays membres du Commonwealth et parmi les peuples mêmes du Commonwealth, qui est une association multiraciale. J'ai alors soutenu, comme je l'avais déjà fait, que les Nations Unies ayant adhéré à ces principes, le Commonwealth ne pouvait faire moins.

Le premier ministre de l'Union Sud-Africaine a fortement souligné l'aspect positif de la politique du Gouvernement de l'Union. Il a déploré les accusations d'injustice raciale, en maintenant que les autres premiers ministres ne comprenaient pas la situation comme il faudrait. Je répète que nous avons cherché patiemment et minutieusement la formule qui pourrait comprendre une franche critique de l'*apartheid*. Quelqu'un a dit: "Nous ne voulons pas de compromis". Or les pays qui ont le plus fort ressentiment contre les distinctions injustes et qui les ont le plus franchement critiquées, se sont, à tout moment, montrés entièrement disposés à en venir à une entente, sans toutefois sacrifier les principes, et, je le dis sans amertume, on n'a pu constater aucune disposition correspondante chez le premier ministre Verwoerd. Si je parle ainsi, ce n'est pas que je veuille amener les députés à conclure qu'il manquait de tolérance. Il s'agit d'une belle personnalité, d'un citoyen sympathique. En face des critiques énergiques, et parfois même provocantes, il a gardé tout le temps une attitude courtoise et calme, assez impressionnante.

A-t-on jamais pu s'attendre à une issue constructive? La chose aurait pu se produire. Il y eut un temps où les entretiens semblaient promettre une solution mutuellement acceptable. Le Dr Verwoerd semblait prêt à accepter une formule